

APPEL A LA CONCURRENCE N° 18/2023/CHUTTA

LA FOURNITURE DES SERVICES DE TÉLÉPHONIE MOBILE (PERSONNEL DE GARDE) POUR LE CENTRE HOSPITALIER MOHAMMED VI TANGER.

Passé en application de l'article 3 et de l'annexe n° 1 du Règlement du 24 décembre 2020 relatif aux marchés du Centre Hospitalier universitaire TTA

Préambule

- Vu La loi n°70-13 relative aux Centres Hospitaliers.
- Vu la loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes promulguée par le dahir n° 1.03.195 du 16 ramadan 1424 (11 novembre 2003) notamment ses articles 7 et 19 ;
- Vu le Dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et des contrats ;
- Vu l'arrêté n° 2-2469 DE/SPC du 25 mai 2005 portant organisation financière et comptable des centres Hospitaliers ;
- Vu le Règlement du 24 decembre 2020 relatif aux marchés du Centre Hospitalier universitaire TTA notamment son article 3 ;
- Vu l'annexe n° 1 au Règlement des marchés du Centre Hospitalier, relative aux prestations pouvant faire l'objet de contrats ou de conventions de droit commun,
- Vu le PV de la commission d'appel à la concurrence ;
- Attendu que le Centre Hospitalier représenté par son Directeur, Pr. Aggouri mohamed, et désigné dans ce qui suit par «**Le Centre**» ;

D'une part,

et

La Société :.....,

Représentée par Mr :....., en sa qualité de :.....,

Titulaire du compte bancaire n° Ouvert à la Banque,

Affiliée à la CNSS sous le n°.....,

Identification fiscale n°.....,

Patente n°,

Désignée dans ce qui suit par «**L'Opérateur**» ;

D'autre part,

Il a été décidé et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention :

La présente convention a pour objet LA **FOURNITURE DES SERVICES DE TÉLÉPHONIE MOBILE (PERSONNEL DE GARDE) POUR LE CENTRE HOSPITALIER MOHAMMED VI TANGER.**

L'opérateur s'engage à assurer les prestations désignées aux bordereaux des prix détail estimatif conformément aux normes et à la réglementation en vigueur.

Article 2- Pièces constitutives de la Convention :

Les pièces constitutives de la Convention sont énumérées ci-après :

- a. la présente convention ;
- b. le bordereau des Prix Détail-Estimatif ;
- c. l'acte d'engagement ;
- d. l'offre technique.

Article 3 - Validité de la convention :

La présente convention ne sera valable, définitive et exécutoire qu'après sa signature par l'autorité compétente et son visa par le Contrôleur d'État lorsque ledit visa est requis.

Article 4- Durée de la convention :

La présente convention est conclue pour une période d'une année à compter du lendemain de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement de la prestation. Elle est reconduite tacitement d'année en année.

Sa durée court à compter de la date de commencement de l'exécution des prestations prévue par ordre de service.

La non reconduction de cette convention est prise à l'initiative de l'une des deux parties moyennant un préavis. La partie diligente doit notifier un préavis par lettre recommandée ou par télécopie avec accusé de réception de (2) deux mois avant l'achèvement en cours.

Elle pourra être résiliée de plein droit par simple lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'une ou l'autre des parties sous réserve du respect d'un préavis de 2 (deux) mois à compter de l'envoi de la lettre, le cachet de la Poste faisant foi.

L'engagement comptable de la convention, où de la convention avec passé avec l'ONEE – branche Eau au cas où le règlement est fait moyennant des vignettes télécoms, porte chaque année, sur son montant total.

Article 5 – Modification de la convention :

Il est convenu que les stipulations de la présente convention prennent effet à compter du lendemain de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement de la prestation

Ses stipulations ne pourront être modifiées ou reconduites que par un avenant formalisé par écrit, signé par les deux parties et visé, le cas échéant, par le Contrôleur d'État du Centre.

Article 6- Contenu et caractère des prix :

Les prix sont fermes et non révisables, Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est modifié postérieurement à la date de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

En cas de baisse éventuelle des tarifs de communication, l'opérateur communiquera au CHU lesdits tarifs et les appliquera automatiquement pour l'établissement de ses factures.

Les augmentations éventuelles des tarifs doivent faire l'objet d'un avis préalable adressé au CHU et ne doivent pas être opérationnel qu'après avis favorable du CHU.

Les prix de la convention sont libellés en dirhams (DH) et Toutes Taxes Comprises (TTC).

Article 7- Modalités de paiement :

Le paiement des sommes dues à la Société au titre de la présente Convention sera effectué sur présentation d'une facture.

Le délai maximal de paiement est de 60 jours après la date de réception de la facture dûment acceptée conforme par l'Administration.

Après vérification et liquidation de la facture sur la base des pièces justificatives, le Centre procède au paiement des sommes dues au titulaire. Le montant à payer est calculé par application des prix en vigueur aux quantités effectivement réceptionnées, en tenant compte le cas échéant de l'application des pénalités de retard et de la répercussion de la variation du taux de la TVA.

Le paiement se fait par ordre de virement après visa du trésorier payeur du Centre ; ou moyennant des vignettes télécoms.

Article 8- Pénalités de retard :

Lorsque l'opérateur est dans l'incapacité d'assurer les services objet de cette convention, conformément aux normes en vigueur dans le secteur, ou à défaut d'avoir respecté les termes de son offre technique, une pénalité journalière est appliquée à son encontre. Cette pénalité est égale à une fraction de millième (1/1000) du montant de la convention.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le Directeur du Centre qui déduit d'office le montant de ces pénalités de toutes les sommes dont il est redevable à l'opérateur.

Le montant des pénalités est plafonné à dix pour cent (10%) du montant de la convention tel que modifié par d'éventuels avenants.

Lorsque le plafond des pénalités susvisé est atteint, le Directeur du Centre est en droit de résilier la présente convention après mise en demeure préalable.

Article 9 - Résiliation de la convention :

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par simple lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'une ou l'autre des parties sous réserve du respect d'un préavis de 2 (mois) mois à compter de l'envoi de la lettre, le cachet de la Poste faisant foi.

Article 10 - Confidentialité :

Chaque partie est tenue au respect de la confidentialité tant par elle-même que par son personnel, toute information dont elle aurait connaissance ou qu'elle obtiendrait dans le cadre de la prestation.

Cette obligation demeure valable après l'expiration de la présente convention pour une durée indéterminée.

Article 11- Litiges :

La présente convention est établie dans un esprit de confiance et de coopération mutuelles ;

Les parties conviennent de régler à l'amiable tout différend pouvant être soulevé à l'occasion de l'interprétation ou l'exécution de la présente convention.

Si une telle tentative devait échouer, tout litige relatif à la validité, à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera porté devant le tribunal compétent en matière administrative de la ville de Tanger.

Article 12- Date d'effet de la convention :

La date d'effet de la présente convention commence à courir à compter du lendemain de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement de son exécution.

PRESTATIONS DEMANDEES :

LA FOURNITURE DES SERVICES DE TÉLÉPHONIE MOBILE (PERSONNEL DE GARDE) POUR LE CENTRE HOSPITALIER MOHAMMED VI TANGER..

1. NUMÉROS À AFFECTER:

Il est à signaler que le titulaire de la présente convention saura dans l'obligation de garder les mêmes numéros GSM dans le cadre de la solution proposée.

2. AMPLIFICATEUR DE SIGNAUX GSM À METTRE EN PLACE :

Il est à signaler que le titulaire de la présente convention saura dans l'obligation d'installer des amplificateurs de signaux GSM dans les locaux des hôpitaux du CHU ou la qualité des signaux GSM est jugée insatisfaisante. **Les équipements, ainsi que leurs installations sont à la charge du titulaire de la présente convention.**

Assurer une bonne couverture dans tous les locaux du CHU.

ARTICLE 1- OBJET DE LA CONVENTION :

La présente convention a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles L'OPERATEUR DE TELECOMMUNICATION fournira ses services de téléphonie mobile, au Centre Hospitalier Mohammed VI Tanger.

ARTICLE 2- OBLIGATION DE L'OPERATEUR DE TELECOMMUNICATION:

2.1. GESTION DE LA FLOTTE DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE MOHAMMED VI TANGER

L'OPERATEUR DE TELECOMMUNICATION fournira au Centre Hospitalier Universitaire Mohammed VI Tanger ses services de **flotte mobile** dans le cadre du plan tarifaire dénommé offre selon le bordereau des prix détails estimatifs et avec entre autre les avantages suivants:

- Limites de crédit (**plafonnement**) et possibilité de recharges
- Appel illimités entre les GSM de la flotte de la présente convention .
- **Internet gratuit, inclus dans le forfait**
- Restrictions internes et externes qui peuvent être appliqué à chaque utilisateur ou groupe d'utilisateurs.

D'autres services seront proposés par le soumissionnaire dans le cadre de cette offre comme la facture plafonnée,...

L'OPERATEUR DE TELECOMMUNICATION mettra tout son savoir faire en œuvre pour faire progresser la teneur de ses prestations.

2.2 POPULATION CIBLEE

Le personnel de garde du Centre hospitalier universitaire Mohammed VI Tanger pour lesquels une gestion de plafond globalisée et la mise en place de numéros abrégés sont souhaités.

2.3 SERVICE APRES VENTE

L'opérateur doit présenter une note sur le service après vente, elle comprendra en détail :

(la liste n'est pas limitative)

- Le nom et les coordonnées du chargé de compte : interlocuteur unique
- Les délais d'interventions
- Le service de la maintenance
- Le remplacement ou la réparation des terminaux

ARTICLE 3 – DROIT ET OBLIGATIONS DU CH MOHAMMED VI :

3.1 DROIT DU CHU MOHAMMED VI Tanger

Au-delà des services offerts par L'OPERATEUR DE TELECOMMUNICATION, la présente convention permet au Centre hospitalier d'accéder aux avantages spécifiques suivants :

- Réduction sur la consommation par rapport à l'existant chez l'opérateur de télécommunication;
- Fourniture de terminaux pour l'article n° 1 du bordereau des prix (nokia 105 ou équivalent) ;
- Remplacement des terminaux fournis **tous les 24 mois**, étant entendu que toute autre demande du Centre hospitalier Universitaire devra faire l'objet d'une réponse au cas par cas;
- Gestion du parc GSM : la population telle que définie au sein de l'article 2.2 cidessus bénéficiera de possibilité de choisir au sein d'un appel de terminaux correspondant à son statut dans le Centre. S'agissant de la gestion de stock tampon SAV, ledit Centre bénéficiera du service VIP de L'OPERATEUR DE TELECOMMUNICATION;
- Le Centre Hospitalier universitaire TTA pourra solliciter les équipes de L'OPERATEUR DE TELECOMMUNICATION (techniques et commerciales) afin que celles-ci étudient et mettent en œuvre des services spécifiques pour les utilisateurs dudit CHU et ce, dans la limite des possibilités techniques et commerciales de L'OPERATEUR DE TELECOMMUNICATION.

3.2. OBLIGATION DU CHUTTA

Le centre hospitalier TTA s'engage à procéder au règlement des factures émises par L'OPERATEUR DE TELECOMMUNICATION sur présentation de celles-ci .

ARTICLES 4 – COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

4.1. Les services, objets de la présente convention, n'étant pas figés dans le temps, un interlocuteur de chaque partie sera désigné pour chaque axe identifié pendant la durée de la présente Convention.

4.2. Ces interlocuteurs centraliseront tous les échanges d'information dans les deux sens au niveau de leur entité. En cas de changement d'interlocuteur, chaque entité informera par écrit du nom du nouvel interlocuteur.

4.3. En toute hypothèse, L'OPERATEUR DE TELECOMMUNICATION s'engage à étudier tout besoin du Centre hospitalier TTA et met à disposition de cette dernière une équipe d'ingénieurs pour la mise en place éventuelle de solution en téléphonie mobile

Pr. Mohamed Aggouri
 Directeur
 Centre Hospitalier Universitaire
 Mohammed VI - Tanger

Convention n° :...../..... relative à **FOURNITURE DES SERVICES DE TÉLÉPHONIE MOBILE (PERSONNEL DE GARDE) POUR LE CENTRE HOSPITALIER MOHAMMED VI TANGER**

Passé en application de l'article 3 et de l'annexe n° 1 du Règlement du 24 décembre 2020 relatif aux marchés du Centre Hospitalier universitaire TTA

La présente convention est arrêté à la somme annuel toutes taxes comprises de :

Montant TTC en chiffres :

Montant TTC en lettres :

<p>Le Centre Hospitalier Universitaire Mohammed VI Tanger</p> <p>Le</p>	<p>Signature et cachet de la Société (Avec la mention "lu et accepté")</p> <p>Le</p>
<p>Mr. Le Contrôleur d'Etat auprès du Centre Hospitalier universitaire Mohammed VI Tanger</p> <p>Le.....</p>	<p>Approbation de Mr. le Directeur du Centre Hospitalier universitaire Mohammed VI Tanger</p> <p>Le.....</p>